

Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant mise en demeure à l'encontre de la société APTUNION INDUSTRIE SAS
de respecter les prescriptions réglementaires applicables à son établissement
sis sur la commune d'Apt**

LE PREFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux modifiés du 11 mai 2017 et du 25 septembre 2019 autorisant la société Aptunion Industrie SAS à exploiter une unité de méthanisation en amont de la station d'épuration ;
- Vu** la visite d'inspection réalisée le 8 décembre 2023 par l'inspection des installations classées sur le site exploité par la société Aptunion Industrie SAS à Apt, et le rapport établi le 12 février 2024 à l'issue de cette visite d'inspection transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 13 février 2024 ;
- Vu** l'absence de réponse de la part de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que la société Aptunion Industrie SAS à Apt, exploitant un établissement spécialisé dans la fabrication de fruits confits, a fait l'objet d'une visite réalisée par l'inspection de l'environnement (DREAL) le 8 décembre 2023 ;

Considérant que l'article 9.5.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2019 impose la mise en place de consignes relatives à la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité ;

Considérant que l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2017 impose à l'exploitant d'assurer ou de faire effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité ;

Considérant que ce même article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2017 impose que les vérifications périodiques de ces matériels soient enregistrées ainsi que les suites données à ces vérifications ;

Considérant que lors de la visite du 7 décembre 2023, l'inspection de l'environnement a constaté la présence d'un contrat de maintenance avec la société Véolia pour la réalisation de test et de maintenance sur une partie des équipements de sécurité ;

Considérant que l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'intervention de Véolia au cours de l'année 2023, ni de présenter les résultats des derniers tests effectués par cette société ;

Considérant que l'absence de procédure interne définissant les modalités de suivi et d'enregistrement des vérifications réalisées par Véolia constitue un manquement par rapport à l'article 9.5.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2019 et à l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2017 ;

Considérant que l'automate de sécurité présent dans le local électrique indique que la dernière maintenance date de juillet 2022 et précise que le délai de réalisation de la prochaine maintenance est dépassé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas réussi à assurer ou faire effectuer la maintenance des équipements confiée à Véolia et que cela constitue un manquement par rapport à l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2017 ;

Considérant qu'il y a lieu, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, de mettre en demeure la société Aptunion Industrie SAS à Apt de respecter les dispositions des articles 9.5.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2019 et 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2017 ;

Sur la proposition de M. le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Aptunion Industrie SAS, dont le siège social est situé à Apt, Quartier Salignan, est mise en demeure :

- de respecter les dispositions de l'article 9.5.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2019 susvisé et de l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2017 susvisé :
 - en réalisant les contrôles sur l'automate de sécurité et l'ensemble de la chaîne des capteurs / détecteurs pris en charge par le contrat de maintenance Veolia dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;
 - en mettant en place une procédure interne permettant de s'assurer du respect de la périodicité de contrôle et des résultats obtenus pour les équipements confiés à Véolia dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète d'Apt, le directeur départemental de la protection des populations, la maire d'Apt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 12 MARS 2024
Pour le préfet
La secrétaire générale,
Sylvie ROUSSELY

